

Le Pakistan, théâtre de guerres

samedi 14 mai 2011, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 14 mai 2011).

Avec l'exécution sommaire d'Oussama Ben Laden sur les ordres de Barack Obama, le Pakistan est revenu à la « une » de l'actualité internationale. Certains ont pu dire que la disparition du dirigeant d'Al-Qaida ne changeait pas grand-chose. C'est peut-être vrai, vu du monde arabe. Mais vue de Washington et d'Islamabad [1], l'affaire est loin d'être anecdotique ! Elle aiguise les contradictions à l'œuvre dans la société pakistanaise. Elle met en lumière les conflits d'intérêts qui fragilisent l'alliance avec les Etats-Unis. Or, le Pakistan est une pièce clé dans un espace géostratégique qui va des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale à la Chine. Les conséquences de l'opération « Geronimo » [2] ne seront pas que locales.

Sommaire

- [Les fonds baptismaux : un pays](#)
- [Un carrefour géostratégique](#)
- [Le basculement du front \(...\)](#)
- [Une instabilité géopolitique](#)
- [Entre armée et talibans](#)
- [La boîte de pandore islamiste](#)
- [La spirale infernale du \(...\)](#)
- [Entre dictatures militaires et](#)
- [Un pouvoir fragmenté](#)
- [Une nouvelle donne géostratégique](#)

Cet article est consacré au seul Pakistan, mais commençons néanmoins par un bref détour du côté des Etats-Unis. L'exécution sommaire de Ben Laden est l'occasion d'une vaste offensive politique visant à réhabiliter la liberté d'intervention de l'impérialisme étatsunien, mise à mal aux yeux de l'opinion publique par les mensonges et les scandales de l'ère Bush, en donnant une nouvelle légitimité aux assassinats ciblés, à l'enfer carcéral de Guantanamo (qu'Obama avait promis de fermer), à l'usage de la torture (la traque de Ben Laden étant censée avoir été facilitée par des aveux obtenus sous des tortures répétées), à l'intervention directe et secrète en territoire étranger au nom de l'intérêt national, à l'affranchissement de toute règle de droit et de morale... Le tout sur un fond idéologique de nationalisme exacerbé de grande puissance.

Cette offensive idéologique est d'autant plus pernicieuse qu'elle est menée par Obama, président démocrate et noir dont l'élection avait soulevé l'enthousiasme de bien des progressistes aux Etats-Unis comme dans le monde.

Revenons au Pakistan. L'affaire Ben Laden ravive l'image d'un pays où la population se trouve otage de conflits régionaux – guerre d'Afghanistan et confrontation avec l'Inde –, du terrorisme islamiste, des services secrets, de l'armée et de clans familiaux affairistes, des pressions et interventions étrangères (Etats-Unis, mais aussi Arabie saoudite et bien d'autres). Il y a malheureusement beaucoup de vrai dans cette image et il faut tenter de comprendre pourquoi.

Avertissement : Le Pakistan est un pays particulièrement complexe – probablement bien plus que

la plupart des autres Etats. Or, même dans des cas relativement « simples », il n'est jamais facile de percevoir les réalités sous-jacentes aux premières apparences. Qu'est-ce que le sunnisme ? L'univers tribal ? La culture ourdoue, pachtoune, baloutche ou sindie ? Quel est l'emboîtement spécifique des pouvoirs dans chacune des provinces aujourd'hui « pakistanaises » - et leur emboîtement à l'échelle fédérale ? L'auteur de ces lignes ne prétend pas répondre à de telles questions. Cet article s'en tient - disons - à un premier niveau d'analyse. Il ne poursuit que des objectifs limités : faire apparaître cette complexité ; prendre la mesure des enjeux nationaux et internationaux de la présente crise ; repérer quelques questions de fond.

La crise pakistanaise présente des aspects proprement paroxysmiques du fait, peut-être, des conditions qui ont présidé à sa naissance (la partition de l'Empire britannique des Indes en 1947), de l'incurie de ses classes dirigeantes et de la faiblesse historique des forces de gauche. C'est le cas, par exemple, du « talibanisme », de la nucléarisation du conflit indo-pakistanaï, ou des impasses successives auxquelles a conduit la politique impériale des Etats-Unis. Des enseignements peuvent être tirés de tels paroxysmes dont la portée dépasse cette seule région du monde et qui nous intéressent toutes et tous.

Les fonds baptismaux : un pays sur pied de guerre

Le Pakistan est un Etat de création tardive - 1947 - avec a pour fonds baptismaux les sanglants transferts de populations opérés sur une base religieuse lors de la « partition » de l'Empire britannique des Indes : quelque dix-sept millions de personnes ont été déplacées en un immense chassé-croisé. Le nouvel Etat a été constitué dans les régions du nord-ouest et du nord-est où les musulmans étaient historiquement majoritaires. De plus, sept millions de musulmans venus d'autres régions indiennes on rejoint l'Etat pakistanaï lors de sa constitution - ce sont les Mohadjirs.

Depuis la « vivisection » de 1947, il reste très peu d'hindous au Pakistan. En revanche, l'Inde comprend toujours une importante communauté musulmane qui se monte actuellement à cent cinquante millions de personnes, soit autant qu'au Pakistan ! Elle représente quelque 12% de la population indienne.

On peut certes trouver au Pakistan actuel des racines historiques propres, anciennes, notamment dans ses provinces les plus peuplées que sont le Pendjab (au centre) et le Sind (au sud). Mais de tous les grands Etats asiatiques, c'est celui dont la délimitation frontalière a été la plus artificielle. Il comprenait à l'origine deux ailes physiquement séparées par toute la largeur de l'Inde, avec - à l'ouest - le Pakistan occidental (qui monopolisait le pouvoir politique) et - à l'est - le Pakistan oriental (alors démographiquement le plus nombreux). Ce dernier a pris, après la guerre de 1971, son indépendance sous le nom de Bangladesh.

Même après l'amputation du Bangladesh (une seconde partition !), les frontières du Pakistan restent doublement artificielles, tracées côté occidental par la colonisation britannique et côté oriental par la partition de 1947 - mais plus naturellement fermées au nord par la chaîne himalayenne (au-delà de laquelle se trouve la Chine) et au sud par la mer d'Arabie. Le nom même du Pakistan évoque un puzzle, formant l'acronyme de « Pendjab, Afgania, Kashmir [\[3\]](#), Iran, Sind, Baloutchistan » - où « Afgania » désigne les provinces aux frontières afghanes du nord ouest.

Il y a en fait plus d'identité historique commune entre les populations de part et d'autre de chaque frontière qu'entre les divers peuplements de l'Etat pakistanaï : Pachtoune ou Pathans au Nord-Ouest comme en Afghanistan, Baloutches à l'ouest (Iran), Pendjabis et Sindis à l'est (Inde) ou Cachmiris au Nord-Est... Les provinces orientales ont été profondément marquées par la domination britannique, mais il en va moins de même des régions occidentales : les premières étaient

directement impliquées dans la partition sanglante de 1947 et ses déchirements, pas les secondes. En provoquant un afflux de populations déplacées, la partition a encore compliqué la mosaïque de populations vivant sur ce qui est devenu le Pakistan : les musulmans immigrés d'Inde, les mohadjirs, ont en quelque sorte pris possession de Karachi, s'aliénant les habitants de la province de Sind.

L'unification du Pakistan n'a jamais été achevée et des irrédentismes ou mouvements armés de libération nationale existent depuis des années comme au Baloutchistan qui a connu cinq guerres en 1947-1949, 1955, 1958-1969, 1973-1977 (huit mille morts), depuis 2004...

Depuis sa fondation, le Pakistan est donc un pays sur pied de guerre, traversé des conflits internes et de vives tensions frontalières. Il est aussi au cœur d'importants enjeux géostratégiques tant en Asie du Sud que dans les rapports entre grandes puissances mondiales.

Un carrefour géostratégique

L'Asie du Sud comprend sept Etats (si l'on rattache la Birmanie à l'Asie du Sud-Est) dont deux insulaires (Sri Lanka, Maldives) et deux himalayens (Népal, Bhoutan), à la population peu ou relativement peu nombreuse. Les extrémités est et ouest sont occupées par deux pays parmi les plus peuplés du monde : le Pakistan (plus de 180 millions) avec pour capitale Islamabad et le Bangladesh (plus de 165 millions) avec pour capitale Dhaka. Cependant, l'ensemble du sous-continent est dominé par un géant : l'Inde et son milliard deux cents millions d'habitants avec pour capitale New Delhi. Par la superficie, la population, l'économie et les forces armées, l'Inde pèse bien plus que ses voisins (même si le Pakistan est lui aussi doté de l'arme nucléaire). C'est la puissance régionale.

Dans cette région du monde, la rivalité pakistano-indienne a toujours (c'est-à-dire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale) conditionné les choix politiques des uns et des autres. Ainsi, Islamabad a apporté son soutien au gouvernement du Sri Lanka à une époque où New Delhi entraînait et armait les Tigres tamouls pour contrer le régime de Colombo, jugé trop pro-occidental.

Par ailleurs, le Pakistan est géographiquement à la charnière entre l'Asie du Sud, le Proche Orient et l'Asie centrale et ses ex-républiques soviétiques. Il a, à sa frontière est, l'Inde, puis, à sa frontière nord-ouest, l'Afghanistan et, à sa frontière Ouest, l'Iran. Culturellement, il est un point de rencontre entre l'espace iranien et l'espace indien. Pays musulman à majorité sunnite (75%) et à minorité chiite (20%), il subit le contrecoup des rivalités entre l'Arabie saoudite et l'Iran. De plus le port de Karachi (principal centre industriel du pays), constitue l'une des meilleures voies d'accès potentielles à l'océan pour le pétrole d'Asie centrale.

Le Pakistan, enfin, a été un pion important dans la géostratégie de l'époque de la guerre froide et du conflit sino-soviétique. Islamabad était alors soutenu contre New Delhi tant par Washington que par Pékin. En effet, l'Inde, bien que capitaliste, recherchait l'aide de Moscou pour se protéger de la domination impérialiste. Par ailleurs, un conflit sino-indien se surajoutait aux répercussions du conflit sino-soviétique. L'Himalaya était et reste une zone très sensible. Une guerre a opposé sur ses hauteurs, en 1962, l'Inde à la Chine - c'est cette dernière qui l'a emportée - à propos d'un tracé frontalier contesté. Du Tibet au Népal et au Bhoutan, la chaîne himalayenne est le théâtre d'une vive lutte d'influence entre les deux géants asiatiques.

Par le biais de l'Afghanistan et des mouvements islamistes qui opèrent dans toute cette partie du monde, le Pakistan est aussi impliqué les conflits en cours entre puissances pour définir l'avenir des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale - une région approximativement située entre la mer Caspienne et la Chine avec, notamment le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan (trois pays frontaliers de l'Afghanistan) et, légèrement plus au nord, le Kirghizstan où les Etats-Unis on

établi leur première base militaire dans cette partie du monde, la base de Manas qui sert actuellement d'arrière aux forces de l'OTAN pour le théâtre d'opérations de « l'Afpak » [4].

De fil en aiguille, le Pakistan est ainsi devenu une pièce clé dans le grand jeu d'échec entre Washington, Pékin et Moscou qui se joue de l'Asie du Nord-Est (Corée, Japon) jusqu'à l'Asie du Sud (couloirs maritimes de l'océan Indien) à l'Asie centrale (ex-Républiques soviétiques) et au Proche Orient (Iran). Une pièce aujourd'hui d'autant moins négligeable qu'elle possède l'arme nucléaire.

Carrefour géostratégique, le Pakistan est à la croisée de nombreuses tensions régionales et internationales.

Les guerres d'Afghanistan ont noué le tout.

Le basculement du front indien au front afghan

Pendant longtemps, la frontière « chaude » du Pakistan s'est située à l'est – face à l'Inde – et singulièrement au nord-est sur l'abcès de fixation que constitue le Cachemire, territoire à majorité musulmane dont New Delhi a réussi à garder dans une large mesure le contrôle au moment de la partition (mais dont une partie se trouve néanmoins du côté pakistanais de la frontière). L'Inde refuse l'exercice du droit d'auto-détermination des Cachemiris et divers mouvements de résistance armée opèrent avec le soutien d'Islamabad, une situation justifiant le maintien d'un état de guerre permanent entre les deux pays, ponctué de conflits militaires ouverts (il y a eu quatre guerres chaudes entre le Pakistan et l'Inde depuis 1947).

Même si les principales confrontations militaires ont été perdues par le Pakistan, l'état de guerre latent avec l'Inde a aidé le nouvel Etat à imposer son unité (rappelons cependant que cela n'a pas suffi à éviter la perte du Bangladesh). L'armée et ses services de sécurité (ISI [5]) purent ainsi justifier leur prédominance et leur omniprésence. Les mouvements autonomistes ou indépendantistes, l'opposition démocratique et la gauche ont pu être réprimés au nom de l'intérêt national, dénoncés comme des « cinquièmes colonnes ».

Le conflit avec l'Inde a donc permis à l'Etat pakistanais (en particulier à l'armée pakistanaise) de fonder sa légitimité. L'Inde occupe la fonction utile d'« ennemi héréditaire » : la « partition » de 1947 a créé un fossé de sang soigneusement entretenu depuis. Le conflit indo-pakistanais est instrumentalisé par les classes et les élites dirigeantes de part et d'autre de la frontière ; il n'est donc pas étonnant que tous les processus de paix négociés entre Islamabad et New Delhi se soient enlisés. La tension reste aujourd'hui grande entre les deux Etats, avivée par des massacres : terrorisme hindouiste contre les populations musulmanes (et chrétiennes) en Inde, terrorisme islamiste endogène à l'Inde ou manipulé du Pakistan comme lors de la meurtrière « attaque » de Bombay (Mumbai) en 2008 par un commando suicide.

Mais avec la guerre d'Afghanistan menée aujourd'hui par l'OTAN, la frontière nord-ouest du Pakistan est devenue beaucoup plus « chaude » encore que sa frontière orientale – et cela change bien des choses. L'actuel conflit ne concerne pas des ennemis « héréditaires ». Bien au contraire, il oppose aujourd'hui les alliés d'hier : Washington et Islamabad ont favorisé le développement de mouvements islamistes pour combattre le régime laïc de Kaboul [6], puis les Soviétiques après qu'ils aient occupé le pays en 1979. A la suite des attentats meurtriers du 11 septembre 2001 contre les Twin Towers de Manhattan et le Pentagone, le gouvernement US pouvait aisément faire des ennemis de ses amis. Il n'en allait pas de même pour les dirigeants pakistanais.

Face à la puissance démographique et à l'immensité géographique de l'Inde, seul l'Afghanistan peut,

en cas de guerre, offrir au Pakistan la « profondeur stratégique » dont il aura besoin pour réorganiser et redéployer ses forces. Il faut pour cela à Kaboul un régime favorable à Islamabad : ce furent les talibans. Le fondamentalisme sunnite a servi de ciment idéologique à cette alliance géostratégique, facilitée par le fait que des tribus pachtounes occupent le territoire de part et d'autre d'une frontière internationale fort théorique.

La question afghane est ainsi devenue une question intérieure au Pakistan. La situation dans les deux Etats est devenue si entrelacée que l'on parle aujourd'hui couramment, dans les milieux diplomatiques, de l'« Afpak » pour fondre d'un mot les deux pays. Washington les traite dorénavant comme un théâtre d'opérations unique.

Le conflit avec l'Inde soude l'Etat pakistanais, le conflit afghan le déséquilibre.

Avec l'intervention de l'OTAN, la crise afghane est devenue une crise pakistanaise. Elle s'est cristallisée en 2009 dans la vallée de Swat, un fief taliban du Nord-Ouest. Elle envahit maintenant le Pendjab et déstabilise le pays (en même temps qu'elle alimente un immense trafic d'armes).

Le Pakistan est aujourd'hui malade de l'Afghanistan. Mais la crise qui mine le régime a d'autres racines.

Une instabilité géopolitique nouvelle

Il est fini le temps de la guerre froide, quand les alliances internationales étaient stables, structurées par la division du monde en deux « camps » sur le mode « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » – quand le Pakistan pouvait compter sur le soutien simultané et constant de Washington comme de Pékin. Alors, Islamabad bénéficiait d'un important pouvoir de chantage envers les puissances occidentales.

Depuis les années 1990 et l'implosion de l'URSS, les alliances géostratégiques sont devenues beaucoup plus fluides en Asie du Sud. Le rapprochement entre Washington et New Delhi est aujourd'hui spectaculaire, avec la négociation d'un accord nucléaire et l'entrée de l'Inde dans l'ordre mondial néolibéral. Avant les élections législatives de mai 2009, le gouvernement du Congrès avait besoin du soutien du bloc parlementaire dirigé au niveau fédéral par le PCI-M pour s'assurer une majorité, ce qui donnait à la gauche un pouvoir de pression. Ce n'est plus le cas après la défaite électorale des PC indiens. New Delhi a ainsi les mains plus libres encore pour se rapprocher des Etats-Unis.

L'état-major pakistanais rechigne à dégarnir le front est (l'Inde) au profit du front ouest (l'Afghanistan). Les talibans et autres courants fondamentalistes gardent de nombreux appuis dans les services secrets. L'armée pakistanaise a en effet toujours joué double jeu sur la question afghane : officiellement aux côtés de l'OTAN contre le « terrorisme islamiste », tout en maintenant des liens étroits avec les talibans et autres mouvements religieux « extrémistes ».

Cependant, côté Etats-Unis, le Pakistan n'est plus assuré de rien : c'est maintenant Washington qui peut exercer un chantage croissant sur Islamabad, rendant plus difficile la poursuite de la politique du double jeu. Alors même que l'intervention étatsunienne en Afghanistan déstabilise le Pakistan et renforce « l'anti-américanisme » ambiant, Washington peut exiger d'Islamabad un engagement plus franc contre les talibans. Le gouvernement étatsunien en veut pour son argent : Islamabad reçoit une manne en dollars pour son engagement sur la ligne de front ; l'armée pakistanaise ne veut pas la perdre. Ainsi, l'offensive menée en 2009 par l'armée pakistanaise contre les talibans dans la vallée de Swat était sans précédent par son ampleur – c'était loin de n'être qu'une opération cosmétique !

Comme l'affaire Ben Laden vient de la confirmer avec éclat, tout cela n'a pas empêché les services pakistanais de poursuivre leur double jeu, gardant au chaud la poule aux œufs d'or (le chef d'Al-Qaida dont la traque alimentait l'aide financière US) à Abbotabad, une ville proche d'Islamabad abritant la principale académie militaire du pays ! Mais l'extension de la guerre au-delà de la vallée de Swat remettait simultanément en cause l'équilibre antérieur et intérieur.

A partir de 2009, le Pakistan est entré dans une phase d'instabilité croissante tant du fait du contexte géopolitique régional que des répercussions au sein du pays de la guerre d'Afghanistan.

Entre armée et talibans

La guerre de Swat a illustré à quel point la population se retrouvait coincée entre l'enclume fondamentaliste et le marteau militaire. Elle a été soumise par les talibans à une dictature théocratique. L'armée l'a enjoint de quitter les lieux avant le déclenchement l'offensive pour ne pas être victimes des combats. Mais les réfugiés se sont retrouvés à errer sur les routes ou parqués dans des camps de toile sous une chaleur torride (ils sont habitués à la fraîcheur des hauteurs), souvent sans eau potable, sans pouvoir se nourrir ou se soigner adéquatement, sans sécurité, comme à l'abandon. Avec peut-être 2,5 millions de personnes déplacées dans l'ensemble du pays, les conditions d'une crise humanitaire de très grande ampleur sont réunies.

La même incurie criminelle s'est manifestée lors d'une nouvelle crise humanitaire de très grande ampleur (touchant directement quelque vingt millions d'habitants), lors des inondations exceptionnelles de 2010.

Qu'une armée « bourgeoise » arbore un tel mépris des populations qu'elle est supposée secourir est chose malheureusement commune. Mais au Pakistan, il y a plus encore. Les militaires ont été au pouvoir la majeure partie du temps depuis la création de l'Etat. Le corps des officiers en a profité pour investir la société en s'appropriant des terres et autres intérêts économiques. Il ne sert pas seulement les classes dominantes, il en est devenu une composante. Il reproduit la traditionnelle arrogance et le déni de démocratie des grands possédants et des castes supérieures dans une société particulièrement inégalitaire.

Si l'armée pakistanaise offre une véritable caricature de l'institution militaire, il en va de même des talibans en ce qui concerne la mouvance fondamentaliste.

La scène varie suivant les régions, mais dans l'ensemble, le Pakistan n'est pas un pays « naturellement » peuplé de barbus et où les femmes seraient invisibles. Les hommes préfèrent souvent n'aborder qu'une fière moustache. Quant aux Pakistanaïses – dont l'une d'entre elles, Benazir Bhutto, est devenue chef d'Etat avant d'être assassinée –, laissées libres de leur choix, elles peuvent ne porter aucun voile ou seulement un châle léger qui ne cache rien de la chevelure, des oreilles, du cou – ou, pour qui travaille aux champs, un châle plus épais qui protège du soleil ou de la pluie... L'imposition de normes rigoristes de comportement n'est pas l'expression d'un soi-disant « être musulman ». C'est une violence sociale. En matière de religion (pas seulement dans l'islam !), les interdits servent à asseoir des pouvoirs hiérarchiques, sociaux et patriarcaux – et les fondamentalistes radicaux poussent cet usage jusqu'à son paroxysme.

Il ne suffit pas d'accoler une étiquette liée à la « croyance » (« musulman », « chrétien »...) pour définir un mouvement. Un courant « à référence religieuse », comme on dit prudemment aujourd'hui, peut être très à gauche (ce fut le cas en Amérique latine notamment pour théologie de la libération, ou aux Philippines pour la théologie de la lutte...) ou à l'extrême droite (voir par exemple les proches de Bush aux Etats-Unis !). Il faut donc comprendre la fonction politique des

mouvements religieux, sinon les termes de « croyances » et de « références religieuses » en deviennent dangereusement trompeurs.

Comment qualifier les mouvements fondamentalistes radicaux du Pakistan et, singulièrement, les talibans ? Disons (ce n'est qu'une analogie) qu'ils occupent la place des fascismes en Europe. Ils sont en ce sens « clérico-fascistes ». Grâce à l'incurie du régime, ils peuvent gagner un certain soutien social – et ce, d'autant plus qu'ils garantissent aux hommes un contrôle absolu sur les femmes. Les personnes déplacées du fait de la guerre de Swat dénonçaient généralement la terreur talibane (sans pour autant soutenir nécessairement l'armée), mais certains approuvent le recours à la charia pour régler enfin les conflits judiciaires en suspend : la justice pakistanaise s'est en effet totalement désintéressée de ce type d'affaires (héritages, propriété contestée de terres...) quand elle n'implique que des gens du commun – et sinon tranche en faveur des possédants, des influents, des corrupteurs...

Les talibans combattent aujourd'hui les Etats-Unis. Est-ce que cela en fait des « anti-impérialistes progressistes » ? Ils n'ont pas changé de nature depuis le temps où ils étaient étroitement alliés à l'Etat pakistanais, lui-même soutenu par Washington. Réactionnaires ils étaient, réactionnaires ils restent. Les alliances se font et se défont, mais, vus du Pakistan, les talibans n'ont rien de progressiste ; c'est une constance et c'est bien cela qui importe avant tout. Ils imposent un pouvoir totalitaire, obscurantiste, qui, bien qu'idéologiquement hyperpasséiste, reste inscrit dans l'ordre dominant néolibéral.

Les ennemis de nos ennemis ne sont pas nécessairement nos amis. Du point de vue des classes populaires, les conflits ne sont pas toujours binaires, un « camp progressiste » combattant un « camp réactionnaire ». Ils peuvent être (et sont assez souvent) triangulaires, quand s'opposent deux camps réactionnaires. Comment intervenir dans de tels cas est affaire de rapport de forces, malheureusement très défavorable au Pakistan. Mais ce n'est ni en s'alignant derrière l'armée ni en soutenant les talibans que les forces de gauche peuvent espérer améliorer ce rapport des forces.

La boîte de pandore islamiste

Les mouvements fondamentalistes radicaux ne sont pas seulement une création des guerres « afghanes », bien que l'appui reçu des services pakistanais et étatsuniens pour contrer Moscou a été très important. Leur développement au Pakistan même a été favorisé – en particulier depuis les années 70 et 80 – par l'état-major et les principaux partis qui, ce faisant, ont ouvert une véritable boîte de pandore.

L'Etat pakistanais est né musulman, mais pas islamique. Affirmer l'existence de « deux nations » dans l'Empire britannique des Indes sur une base religieuse et justifier par là sa partition initiait certes une dynamique dangereuse d'épuration. Mais la référence musulmane était ou pouvait être culturelle – l'identité revendiquée étant celle d'une culture et non spécifiquement d'une religion ; ou d'une interprétation sectaire de cette religion. Les grands partis des origines étaient laïcs. Les lois étaient héritées de la tradition anglaise, via les Indes, ou de la reconnaissance des droits coutumiers. L'islamisation inachevée de l'Etat pakistanais a été imposée. Le point d'inflexion s'est produit à la fin des années 1970, sous la dictature militaire du général Zia-ul-Haq.

Durant plusieurs décennies, afin de conforter leur pouvoir, les classes et élites dominantes, l'armée et les partis clientélistes ont chacun à leur tour joué la carte de l'islamisation des lois et de l'Etat pakistanais. Ce qui a conduit, dans un premier temps, à de très violents conflits sectaires (faisant certaines années des centaines de morts) entre obédiences musulmanes chiites et sunnites. En effet, l'essentiel des conflits religieux oppose des courants islamistes les uns aux autres, même s'il ne fait

pas bon appartenir à une minorité religieuse (chrétienne, hindouiste... quelque 3% de la population seulement, sans oublier les Ahmadiyya qui ne sont pas reconnus comme musulmans au Pakistan) souvent bouc émissaire des fondamentalistes.

Dans un deuxième temps, avec l'Afghanistan en arrière-plan, les talibans ont pris leur envol au Pakistan même (ils s'implantent même aujourd'hui en dehors des seules communautés pachtounes, notamment au Pendjab). Ils ont su faire bon usage de leurs liens dans l'appareil d'Etat et du rejet très général des Etats-Unis. Ils ont temporairement bénéficié de soutiens ou d'une certaine tolérance dans l'« opinion publique » – à savoir les médias et les classes moyennes. Mais leur aura de combattants ou de victimes s'est érodée du fait de leur extrême brutalité : incendie de boutiques coupables de vendre de la musique, destruction d'écoles pour filles, étudiantes vitriolées au visage pour n'avoir pas porté le voile jusque sur les campus du Pendjab, justice sommaire et décapitations filmées et mises en ligne sur Internet, opposants égorgés, enlèvements et attentats sanglants dans la capitale...

En février 2009, le gouvernement a tenté de passer un compromis avec une aile des talibans en autorisant officiellement, au nom d'un supposé droit coutumier, l'imposition de la charia (ou plutôt d'une conception réactionnaire de la « justice islamique » [7]) dans la vallée de Swat. Il s'en suivit une succession d'événements qui ont eu un fort impact politique dans l'opinion pakistanaise. Comme nombre de commentateurs le prédisaient, l'accord s'est avéré un marché de dupe : loin de cesser le feu, lesdits talibans ont poussé l'avantage dans les provinces voisines, leurs unités militaires s'avancant jusqu'à une centaine de kilomètres de la capitale.

Par ailleurs, la diffusion sur Internet d'une vidéo clandestinement filmée a permis de visualiser ce que signifiait en l'occurrence l'imposition de la charia. Elle montrait une jeune femme fouettée pour mauvaise conduite. Un chef religieux de Swat a jeté de l'huile sur le feu en déclarant que la victime aurait en fait dû être lapidée. Cela a soulevé une grande émotion dans le pays et provoqué de nombreuses manifestations de femmes.

Dans ces conditions, lors du déclenchement des opérations militaires dans la vallée de Swat, le gouvernement et l'armée ont bénéficié d'un appui beaucoup plus large que cela n'était généralement le cas auparavant de la part des partis mêmes d'opposition, des médias, des milieux intellectuels, d'ONG et d'organisations progressistes, de « l'opinion publique » dans un sens assez large.

La spirale infernale du sectarisme religieux

En matière de sectarisme religieux, la situation dans le pays ne cesse d'empirer. Contrairement à ce que voudraient faire croire nombre de clichés socialement connotés, ce ne sont pas les classes les moins éduquées qui sont nécessairement le vecteur de l'intolérance et de l'obscurantisme religieux, même si bien des familles pauvres remettent leurs enfants à des écoles coraniques – les madrasas – faute d'accès à l'instruction publique. Les « classes moyennes », éduquées, peuvent être extrêmement conservatrices (c'est présentement le cas en Thaïlande !), comme en témoigne la diffusion récente au Pakistan du voile intégral (on ne va pas travailler aux champs en burqa...).

Une fois enclenchée, la spirale infernale de l'intolérance religieuse n'a pas de limites. Une loi de 1986 fait du blasphème un crime passible de la peine de mort – ce qu'il en est advenu est un véritable cas d'école. Quiconque critique cette loi commet, aux yeux des censeurs religieux, le crime de blasphème. Ainsi le 4 janvier 2011, Salman Taseer, puissant gouverneur de la province du Pendjab et membre du parti au gouvernement, le PPP [8], laïc, a été assassiné parce qu'il avait courageusement pris la défense d'une villageoise chrétienne, Asia Bibi, emprisonnée pour blasphème et condamnée à la pendaison.

Le gouverneur a été assassiné par l'un de ses gardes du corps, sous les yeux des autres qui se sont bien gardés d'intervenir. Le radicalisme religieux a pénétré tout l'appareil d'Etat. Plus significatif encore, le meurtrier est un soufi, alors que le soufisme est considéré comme une tradition tolérante et spirituelle de l'islam. Ses avocats le sont aussi, qui assurent que l'on ne peut donc les accuser d'extrémisme, puisque soufis ils sont, c'est-à-dire par définition tolérants. D'ailleurs, expliquent-ils, leur client n'est pas coupable : ce n'est pas lui qui a tué Salman Taseer, mais Dieu... Peut-être les tribunaux devraient-ils condamner dieu ?

Trêve d'ironie : que la communauté soufie entre toutes acclame publiquement le policier meurtrier et fasse de lui un héros de l'islam en dit long sur la décomposition de la société pakistanaise. Quatre mois après Salman Taseer, ce fut au tour de Shahbaz Bhatti, unique chrétien du cabinet et ministre des Minorités, d'être abattu.

La moitié des personnes condamnées pour blasphème appartiennent à la petite minorité chrétienne. Mais le mal ronge tous les milieux, occasion de simples règlements de compte. Ainsi ce docteur envoyé en prison parce qu'il avait jeté dans la corbeille à papier la carte d'un visiteur médical qui s'appelait... Mohamed. Ainsi ce jeune chiite dont la moto a heurté par accident un monument dédié à Mohamet. Il avait le double tort d'être chiite et, pêcheur, de s'opposer à une tribu rivale sur l'usage d'un lac. Il a été brutalement assassiné alors qu'il se trouvait en détention.

Plus d'un millier de personnes ont été accusées de blasphème - une accusation qui vaut mort sociale, impose la clandestinité et la fuite, même quand elle n'est pas suivie de condamnation légale. Tout le monde attend le prochain assassinat religieux d'une personnalité qui s'oppose à cette loi terroriste : la députée Sherry Rehman - que le ministère de l'Intérieur dit ne pouvoir protéger.

Entre dictatures militaires et démocratie clientéliste

Il n'existe pas de pouvoir, au Pakistan, investi d'une légitimité démocratique. Le pays a la plupart du temps été soumis à des régimes militaires, entrecoupés d'interludes parlementaires.

« Parlementaires » et non « démocratiques », la distinction est d'importance. Les gouvernements civils ont en effet été accaparés par des partis clientélistes, affairistes et népotiques. Les militaires ont eu beau jeu de dénoncer un parlementarisme au service des intérêts particuliers des « clans » politiques, représentant les « 22 grandes familles » dominant le pays. Les partis ont eu beau jeu de dénoncer l'incapacité desdits militaires à gérer durablement l'Etat. Par leur incurie, les états-majors ont réussi à déconsidérer les régimes militaires. Par leur rapacité, les « grandes familles » ont réussi à déconsidérer les régimes parlementaires. Tous deux ont étalé sans vergogne leur corruption. D'où cette alternance entre l'exercice direct du pouvoir par l'armée et la main mise directe des clans « civils » sur le parlement - une alternance débilatante à l'issue de laquelle le pays se retrouve plongé dans une crise profonde de légitimité.

L'alliance d'Islamabad avec Washington n'a fait qu'aggraver cet état de choses. Vus du Pakistan, les Etats-Unis n'ont eux aussi aucune légitimité démocratique. Ils ont soutenu les pires dictatures et couvert les pires corruptions. Ils ont fait basculer l'Afghanistan dans une guerre sans fin. Ils s'excusent à peine des « bavures » militaires répétées qui font un nombre croissant de victimes dans la population qui vit à la frontière afghane. Bush a soufflé sur le feu de la guerre des civilisations en invoquant *urbi et orbi* la volonté de son dieu chrétien pour justifier l'envoi des armées US dans des pays musulmans - qui plus est sous de grossiers prétextes mensongers comme en Irak. Malgré un style plus prudent, Obama fait de l'« Afpak » l'enjeu majeur de sa présidence dans la région et exige un droit de regard accru sur la politique pakistanaise. Il ordonne la plus flagrante violation de la souveraineté pakistanaise en envoyant ses commandos exécuter Ben Laden.

L'aide financière massive déversée par les Etats-Unis au Pakistan après le 11 septembre 2001 n'a pas amélioré la condition des Pakistanais. En revanche, les politiques néolibérales prônées par le Fonds monétaire international (FMI), aujourd'hui présidé par le socialiste français Dominique Strauss-Kahn, ont contribué à aggraver la crise sociale.

Un pouvoir fragmenté

Le Pakistan apparaît comme un pays ossaturé par une armée qui campe dans la société et contrôle l'Etat. Pourtant, derrière cette façade, le pouvoir reste largement fragmenté.

Du fait de son omniprésence et de sa centralité politique, l'armée aurait pu être un canal d'intégration et d'unification des élites, par-delà les différences régionales. Tel n'a pas été le cas. Le corps des officiers était et reste dominé par les Pendjabis. Le Parti du peuple pakistanais (PPP) a un temps porté des aspirations progressistes à même de créer des solidarités dans l'ensemble du pays – mais il a été « privatisé » par le clan Bhutto (du Sind, mais avec de solides points d'appui au Pendjab), devenant un parti clientéliste parmi les autres. Loin d'unifier la population, l'islamisme et le fondamentalisme ont avivé les conflits sectaires. Les intérêts particuliers des dominants se sont partout imposés ; et ce, même au détriment de l'intérêt collectif des classes dirigeantes et des élites – un intérêt collectif des possédants qu'aucune force politique n'a été à même de porter, une fois l'élan fondateur du Pakistan épuisé.

La privatisation du pouvoir conduit à sa fragmentation entre grandes familles, fractions militaires, structures communautaires... En fonction des rapports de forces et des « coutumes », les lois s'appliquent différemment suivant les lieux – et pas du tout quand les « seigneurs » locaux n'en veulent pas. La politique, qui exige de gros investissements pour être élu, est un *business* qui doit rapporter – la corruption est donc aux yeux des possédants le moyen (légitime) d'assurer sa rentabilité. Les alliances fluctuent au grès des intérêts de chaque clan ou de chaque conseil tribal. Tous gèrent des clientèles.

Les conflits opèrent simultanément à plusieurs niveaux : guerres sectaires entre obédiences musulmanes, violences intercommunautaires (Mohadjirs contre Sindis, Sindis contre Pendjabis, musulmans contre chrétiens...), assassinats entre clans politiques rivaux, vendettas entre tribus, armée contre citoyens, possédants contre exploités, pouvoirs patriarcaux contre femmes... Un conflit d'apparence simple – politique ou religieux – en cache souvent d'autres, plus profonds, plus complexes. Par exemple, les talibans prétendent participer à un *djihad* mondial, mais les tribus pachtounes concernées du Nord-ouest pakistanais sont engagées dans des conflits de pouvoir très locaux, exigeant des alliances mouvantes entre clans.

Un conflit peut être « structurant », assurant des regroupements stables de forces et la définition de projets politiques durables. Ce n'est pas le cas aujourd'hui au Pakistan. De fait, c'est l'Etat pakistanais tout entier qui risque d'entrer demain dans une crise de décomposition. Un Etat nucléaire, rappelons-le.

Une nouvelle donne géostratégique ?

L'opération « Geronimo » a provoqué une tempête politique au Pakistan et un premier attentat meurtrier en riposte – mais à ce jour peu de mobilisation populaire (la réprobation est moins vive qu'après la libération de David Ramond, un agent CIA qui avait abattu deux Pakistanais en plein jour à Lahore). Le gouvernement est accusé tout à la fois de laisser les Etats-Unis violer la souveraineté

du pays, d'avoir protégé Ben Laden ou d'être incapable de savoir ce que ses services secrets font. La crise politique est profonde, mais il me paraît difficile de prévoir quelle peut être son issue. Plus que jamais, en effet, le Pakistan est une pièce maîtresse dans un jeu géopolitique à multiples acteurs.

Les Etats-Unis ont besoin d'une solution politique à la guerre afghane – donc, d'un accord avec certains talibans qu'il sera difficile d'imposer sans l'appui des services secrets pakistanais (qui protègent aujourd'hui le mollah Omar en vue de telles négociations). Mais, la définition d'un « bon » taliban n'est pas forcément la même. Pour Islamabad, un « bon » taliban doit exclusivement combattre en Afghanistan et ne pas s'attaquer au pouvoir pakistanais – mais le problème le plus urgent pour Washington concerne précisément les mouvements qui ciblent les forces de l'OTAN...

Pour Islamabad, il n'est pas question d'accepter un gouvernement à Kaboul qui noue de bonnes relations avec New Delhi – or l'Inde est de plus en plus active en Afghanistan. Ce qui a précipité la crise actuelle, c'est peut-être bien que les autorités pakistanaises ont eu le sentiment que des négociations étaient engagées dans leur dos en Afghanistan, en vue d'un accord dont ils seraient exclus.

Enfin, Pékin abat ses propres cartes, affirmant un soutien sans faille à Islamabad dans l'affaire Ben Laden. Certains au Pakistan en appellent à une modification des alliances afin de retrouver une capacité de chantage à l'égard de Washington : menacer de s'appuyer plus exclusivement sur la Chine, l'amie fidèle dont le poids ne cesse de se renforcer en Asie, en dénonçant l'arrogance impériale des Etats-Unis.

Le gouvernement du PPP ne veut certainement pas rompre avec Washington sans l'aide de qui il tombera – et le gouvernement US ne souhaite certainement pas envenimer les choses. Mais ils ne sont pas seuls maîtres du jeu.

Les peuples sont les grands absents de ce jeu d'échec – ou de go, ou de poker menteur – mené autour du théâtre d'opérations pakistano-afghan. Et pourtant, il lutte...

Ces luttes sont le fait des travailleurs des briqueteries, soumis à des conditions quasi esclavagistes dans l'arrière-pays, ou du textile dans le centre économique de Faisalabad. Ce sont les paysans du Pendjab ou les pêcheurs du Sind combattant l'institution militaire. Ce sont les femmes résistant quotidiennement à une oppression patriarcale ancestrale ou à la récente montée en puissance de l'intégrisme religieux. Ce sont des progressistes de toutes conditions qui tentent de défendre libertés démocratiques et droits humains...

Ces combats populaires font rarement la « une » de l'actualité internationale. Ils n'en sont pas moins importants. Après avoir traité du Pakistan, « théâtre de guerres », il faudrait leur rendre hommage dans un article qui pourrait être intitulé « Pakistan, théâtre de luttes ».

Pierre Rousset

Notes

[1] Capitale du Pakistan.

[2] Geronimo : né le 16 juin 1829, il est mort en détention le 17 février 1909. Guerrier apache, appelé à sa naissance Go Khla Yeh (celui qui baille), il qui a combattu le Mexique et les Etats-Unis. La Maison Blanche a donné à Oussama Ben Laden le nom de code de Geronimo ; un choix est véritablement saisissant qui manifeste un terrible mépris envers l'une des principales figure de la résistance indienne à l'occupation européenne de l'Amérique du Nord – et qui rend un hommage à la fois involontaire et immérité à Ben Laden.

[3] Cachemire s'écrit en anglais « Kashmir »

[4] Afpak : acronyme pour désigner l'Afghanistan et le Pakistan, inclus dans un même théâtre de guerre.

[5] ISI : Inter-Services Intelligence – Direction pour le renseignement interservices, la plus importante et la plus puissante des trois branches des services de renseignements du Pakistan. Formellement dépendante, elle constitue un Etat dans l'Etat.

[6] capitale de l'Afghanistan.

[7] J'insiste sur ce point. Le sens du mot « charia » est très vague et laisse place à des interprétations diverses. Pour bien des musulmans, il s'agit d'un concept spirituel, guide d'un cheminement personnel, pas d'un code judiciaire rigide. Il a influencé diversement l'élaboration juridique suivant les pays et les écoles. Le droit musulman est varié et n'est pas « sacré », immuable. Ce qui est souvent vu comme étant l'application de la charia concerne en fait des interprétations très réactionnaire du droit musulman.

[8] Parti du peuple pakistanais